

N°9 2026
JUN
JUILLET
AOÛT

Unité !

MÉDIA MILITANT POUR RENFORCER NOTRE SYNDICALISME
UNITAIRE ET RÉVOLUTIONNAIRE



**Que retenir du
54^e Congrès de la CGT ?**

**Canicule • Morts au travail • grèves et luttes dans
les industries chimiques, le transport, la SNCF, les
incinérateurs... • Bolivie • Cuba**



#CANICULE

FORTES CHALEURS, SOUFFRANCE ET MORTS AU TRAVAIL

NOS VIES OU LEURS PROFITS

Les premiers bilans chiffrés de la vague de chaleur qui submerge l'Europe centrale et occidentale cet été s'élèvent déjà à plusieurs milliers de morts, dont 6 000 uniquement en France. Ces chiffres sous-estiment vraisemblablement l'ampleur du désastre.

A l'image des tremblements de terre, incendies géants, inondations monstres, peut-on seulement qualifier de « naturelle » cette catastrophe ? La réponse, comme toujours, est négative : si la canicule est bien un phénomène climatique, cette situation intervient dans un contexte donné, c'est à dire qu'elle vient perturber l'organisation du travail et la société de classes. Or, sommes-nous tous égaux face à la canicule et les températures extrêmes ?

On constate par exemple une augmentation de 40 % du nombre de personnes de plus de 65 ans décédées à leur domicile, exposées non seulement aux fortes chaleurs, mais aussi tributaires des aides sociales et publiques, du fait notamment des faibles pensions de retraites.

Ce phénomène touche en réalité largement l'ensemble de la population et des travailleurs confrontés aux bas salaires, à la précarité organisée par un patronat vorace et son Etat complice. Ajoutons que la sobriété énergétique – utilisée comme prétexte et par le patronat et par l'Etat pour ne pas répondre aux besoins urgents des ouvriers et de la population – apparaît, dans ce régime capitaliste, comme une sobriété contrainte et forcée au détriment exclusif des travailleurs et travailleuses.

C'est ainsi sur les lieux de travail que la réalité barbare du capitalisme s'est révélé dans toute sa splendeur avec le maintien « quoi qu'il en coûte » du travail et de la production, le moins de pauses possibles, le moins de bouteille d'eau : le minimum patronal permanent face à la souffrance des travailleurs et travailleuses prisonniers d'un système d'exploitation, d'usines et espaces surchauffés, de sites de

travail pensés avant tout pour « optimiser » la production et certainement pas pour prendre en compte les besoins, mêmes vitaux de leurs propres salariés.

Or, que fait l'Etat ? A l'image de sa gestion du Covid-19 et après des années de coupes budgétaires qui ont rendu impossible l'amélioration/adaptation des logements et des infrastructures publiques (hôpitaux, écoles, gares, aéroports, transports en commun...), l'Etat accompagne l'impunité patronale, choisit l'inaction tandis que ses ministres millionnaires, bien au frais dans leurs bureaux climatisés, insistent « qu'on ne va pas mettre la France à l'arrêt à partir de 30 degrés », et insultent la classe ouvrière. Soulignons au passage que les appels à « rester chez soi » et autres « conseils fraîcheurs » individuels démontrent le refus par l'Etat d'engager une politique collective. Il faut donc contraindre cet Etat des patrons, par le rapport de force.

Ainsi, les syndicats de classe, notamment en France, en Belgique ou encore en Grèce, portent la contradiction, ne se contentent pas des « pauses fraîcheurs » autorisés par les multinationales et revendiquent des arrêts de travail, la climatisation, des mesures collectives de protection. Un exemple parmi d'autres : à Mulhouse, la CGT a appelé à la grève pour revendiquer une réduction des cadences, davantage de pauses et des investissements dans les équipements de protection, dénonçant l'inaction patronale face à des températures atteignant jusqu'à 40 °C dans certains ateliers.

Ajoutons enfin que la canicule et les phénomènes climatiques « extrêmes » prouvent par A+B la nécessité de la rupture avec le système capitaliste et l'avènement du communisme, une organisation socio-économique supérieure de la société, sans exploitation ni profit capitaliste, fondée sur les seuls besoins du peuple.



L'EXPLOITATION TUE ET MUTILE : ERADIQUONS LA BARBARIE CAPITALISTE

La canicule qui s'est abattue sur l'Europe et qui a été particulièrement meurtrière en France a de nouveau mis en relief la barbarie ordinaire du capitalisme. Car, si la météo n'est pas responsable des conditions de travail, nos employeurs, avec le gouvernement, le sont.

Un rapport de l'Assurance maladie indique que 764 travailleurs ont trouvé la mort à la suite d'un accident du travail en 2024, un nombre supérieur à celui de 2023, déjà considéré comme un record.

A ce chiffre s'ajoutent 318 morts dans un accident de trajet et 215 décès causés par une maladie reconnue « professionnelle ». Ce sont donc, à minima, 1 297 personnes dont la mort a été officiellement reconnue comme liée au travail en 2024. Et pourtant, aussi scandaleux que soient ces chiffres qui illustrent la brutalité de la lutte des classes et de l'exploitation, la réalité est largement (et volontairement) sous-estimée par les services de l'Etat.

Selon les données compilées par le journal l'Humanité, en vingt ans, le travail a tué plus de 21 000 salariés et en a blessé 13,5 millions. « Et encore, ces statistiques ne prennent en compte que les salariés du régime général de la Sécurité sociale, auxquels il convient d'ajouter les données transmises par la Mutualité sociale agricole : ses fichiers font état d'au moins 3 125 agriculteurs morts depuis 2006, mais n'intègrent pas les suicides. Des chiffres globaux qui laissent pourtant dans l'ombre plus de 8 millions de travailleurs pour lesquels les données sont au mieux

lacunaires, au pire inexistantes. », rapporte encore l'Humanité.

Rappelons par exemple que ce chiffrage ne tient pas en compte des salariés agricoles et des agriculteurs, des fonctionnaires, et d'une partie des travailleurs dits indépendants, c'est-à-dire par exemple les artisans mais aussi les livreurs à vélos et autres métiers dits « ubérisés ».

Rappelons aussi que le chiffre des décès suite à des maladies professionnelles est également volontairement sous-estimé. Les cancers dus à l'amiante, une des maladies qui tuent lentement les ouvriers et les ouvrières, sont responsables à eux seuls de 1 600 décès par an...

Rappelons enfin que les accidents de travail, déclarés en maladie voire pas déclarés du tout, sous la pression directe du patron ou face à la menace indirecte du chômage, sont en réalité – et malgré les chiffres officiels – de plus en plus nombreux.

Le travail mutile. Les accidents du travail et maladies professionnelles (ATMP) ont de graves conséquences : handicaps plus ou moins lourds, cancers, notamment liés à l'amiante, vies professionnelles et privées détruites, difficulté d'accès à la retraite : 135 000 inaptitudes sont prononcées par an, occasionnant des départs anticipés à la retraite, avec des pensions souvent minorées. La signature par la Confédération CGT des accords ATPMP est un scandale.

Soulignons d'emblée l'évidence : si le travail tue, c'est bien le patron le tueur, avec son complice l'Etat. Car cette barbarie ordinaire du capitalisme n'a pas des « causes mystérieuses » et fatidiques. Bien au contraire. Cette situation est directement imputable à des choix politiques au service du patronat : l'augmentation du nombre de décès au travail est corrélée à la disparition des CHSCT (comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail), du fait des ordonnances Macron de 2017. Ces dernières ont aussi acté la disparition de 4 des 10 critères de pénibilité pour les salariés du privé.

La pénibilité, c'est-à-dire l'exploitation capitaliste, va également de pair avec une volonté patronale d'éclatement du collectif de travail, artificiellement divisés en salariés organiques et intérimaires.

Le patronat est toujours responsables de ces morts, véritables meurtres déguisés en statistiques. Et l'Etat est toujours complice de cette réalité : c'est l'Etat qui fixe, avec le patronat, le cadre global, puis qui offre dérogation sur dérogation. Ou tout simplement détourne les yeux, silencie les enquêtes et rapports, pioche dans la caisse couvrant les accidents et maladies professionnelles – 300 millions d'euros

ponctionnés en 2024 – pour compenser le poids des aides aux entreprises ; le tiers du budget de l'Etat part chaque année dans les poches des grandes entreprises et de leurs actionnaires.

L'exploitation du travail est une guerre quotidienne menée contre les travailleurs et les travailleuses : selon les chiffres officiels, deux accidents de travail mortels par jour, au total, quatre décès quotidiens causés par le travail : voilà de quoi être en colère. Les travailleurs et les travailleuses se voient imposer des conditions de travail de plus en plus dégradés qui mettent leurs santés et leurs vies en danger.

Le Patronat veut tout : et l'assistanat public des grandes entreprises, la libéralisation du Code du travail, la dictature dans l'entreprise ET la loi du silence sur la pénibilité, la précarité, la mort au travail. La recherche, toujours plus vorace, de profits se fait – toujours – au détriment des travailleurs et des travailleuses. Or, nous aussi, nous voulons tout : une vie digne et en bonne santé, débarrassé de ceux qui nous usent jusqu'à notre mort. C'est pourquoi seule la résistance collective à l'exploitation capitaliste peut permettre à la classe ouvrière de lutter pour « ne pas perdre sa vie à la gagner. »



unitecgt.fr

Média militant pour renforcer
notre syndicalisme de classe,
de masse, démocratique,
internationaliste et unitaire



CEUX QUI VIVENT SONT CEUX QUI LUTTENT

NOUVELLE GRÈVE NATIONALE À KEM ONE

Deux mois après une première grève massive et impactante sur l'ensemble des sites du groupe Kem One, une nouvelle grève nationale a mis à l'arrêt l'industriel de la chimie le 25 juin, avec un appel national à rassemblement à Lyon où plusieurs centaines de manifestants ont démontré, malgré la canicule, l'ampleur de la colère des ouvriers et ouvrières de Kem One.

La CGT est à l'offensive après la découverte d'une bataille entre différents fonds spéculatifs pour mettre en pièces le groupe et continuer le pillage méthodique de l'entreprise.

Voracité capitaliste

Le fonds vautour Apollo, propriétaire du groupe, a en effet annoncé la mise en vente de KemOne, et est responsable d'une dette colossale de 700 millions d'euros. Ce qui fait peser une menace directe sur l'outil industriel et la sécurité des installations.

Comme le rappelle la CGT, Apollo ne crée aucune valeur dans l'entreprise voir même il est juste bon à la piller de chaque euro disponible. [...] depuis la prise en main de Kem One par Apollo, ce dernier n'a pris aucune décision d'investir massivement dans les usines pour fiabiliser les installations afin de travailler en sécurité et améliorer les conditions de travail. ».

Pour la CGT, le « seul et unique intérêt [d'Apollo] est de faire remonter du cash sous toutes ses formes, consultants bidons, intérêts de la dette etc. » Et ce, alors que « depuis des années, on nous demande toujours plus avec des moyens toujours plus faibles, des outils vieillissants, des dettes qui explosent et des décisions guidées par la finance plutôt que par l'industrie et l'emploi. »

Le patronat et l'Etat main dans la main

Au bout du compte, ce sont les travailleurs et les travailleuses qui subissent les

conséquences de la voracité patronale avec les suppressions d'emploi, la non-anticipation des départs, le doublage de postes à répétition pour les postés, le recours à des prestataires extérieurs et la perte de compétence. Sur les sites de Saint-Fons, Fos, Lavera, Balan, Saint Auban.. ce sont des dizaines de postes qui sont non pourvus ; Apollo se gave ainsi sur chaque centime « économisé » c'est-à-dire sur les ouvriers du groupe, en surcharge de travail et confrontés à des risques de santé et de sécurité. Pour la CGT, il faut une véritable vision d'avenir avec la création de filière de formation.

Perfusé aux aides d'Etat, Kem One organise la destruction de l'outil industriel, une aberration logique en régime capitaliste et la recherche hystérique du profit le plus rapide, avec la complicité de l'Etat dont le rôle est une fois de plus mis à nu par son refus, à minima, d'intervenir et de faire pression sur les actionnaires pour maintenir l'emploi.

Les pouvoirs publics ne peuvent prétendre ignorer la casse industrielle et la situation des différents groupes. Pour mémoire, la CGT Kem One et la FNIC CGT avaient déjà, au cours de leurs différentes interventions sur le sujet et dans une lettre ouverte adressée à Emmanuel Macron, alerté sur la volonté du fonds d'investissement Apollo de se « désengager après avoir profondément dégradé la situation financière de l'entreprise. »

Pour les syndicalistes CGT, aucune illusion : « nous devons compter sur nous-mêmes pour défendre notre avenir, nos emplois et la pérennité de nos sites. » La CGT Kem One a clairement exprimé ce qu'elle veut pour demain : des investissements massifs dans l'outil de production, la sécurité, la maintenance et l'emploi, et ce qu'elle ne veut plus : la casse sociale et le mépris des travailleurs.



Combativité et unité ouvrière

Le cas du groupe Kem One est bien entendu loin d'être isolé. L'industrie et l'emploi, notamment dans les industries métallurgiques et chimiques, subit un véritable saccage. Ces sites industriels et usines et ces vies d'ouvriers, d'ouvrières – sans oublier leurs familles – sont sacrifiés par les capitalistes pour garantir du profit immédiat aux actionnaires. Cette spéculation capitaliste qui se nourrit de l'exploitation est sans limite, complice avec l'Etat, et ignore les frontières.

C'est ce qu'exprime la CGT Kem One dans ses tracts aux salariés : « De la chimie à la métallurgie, le patronat organise la casse industrielle pendant que l'Etat arrose les grandes entreprises. À KEM ONE comme ailleurs, nous refusons de payer leur crise, leurs montages financiers, leurs dettes et leur prédation. L'usine n'appartient pas aux spéculateurs. Elle appartient à celles et ceux qui la font vivre. »

« Assez de cette logique mortifère. L'industrie doit servir les besoins de la population, pas les profits d'une minorité. Partout, des sites sont saccagés : Vencorex, Michelin, Domo, Lubrizol... Nous, travailleurs de KEM ONE, ne devons pas attendre d'être les prochains. Quand le capital détruit ailleurs, il prépare l'attaque chez nous » », ajoute en la CGT Kem One

Face aux fermetures de sites et aux suppressions d'emplois, l'unité, dans l'action et par la grève, de tous les travailleurs et de toutes les travailleuses est indispensable pour coaguler les luttes, entraîner la convergence et obtenir la victoire !

L'initiative du 25 juin à Lyon illustre cette force : les salariés et syndicalistes CGT de KemOne, en lutte et en grève, ont été rejoints et appuyés par des syndicats CGT de différents sites industriels (de la chimie et d'autres secteurs), de la région, par des Unions locales CGT à l'image de celles de Vénissieux/Saint Fos ou Oullins Pierre-Bénite, mais aussi d'ailleurs, avec par exemple une grande délégation de syndicalistes CGT des industries chimiques (KemOne, Naphtachimie, Total...) avec leur Union locale CGT de Martigues.

Le combat continue pour empêcher le patronat de dérouler son plan de destruction sociale, pour imposer la fin de la casse des outils de travail et gagner l'augmentation des salaires, pour obtenir l'amélioration des conditions de travail et chasser, par l'expropriation sans conditions, du fonds vautour Apollo ! Vive l'unité de la classe ouvrière en lutte !

MOBILISATION OUVRIÈRE À DUNKERQUE POUR L'INDUSTRIE ET L'EMPLOI

"Sans industrie, sans décarbonation à Dunkerque, pas d'avenir" : à l'appel de la CGT, un rassemblement – avec la FNIC CGT, l'UD CGT 59, l'UL CGT, des syndicats CGT du bassin industriel du dunkerquois dont Arcelor Mittal, Dunkerque Aluminium, Total, Copenor... – été organisé le 25 juin avec un cortège qui s'est avancé jusqu'à la Communauté de communes.

Comme le rappelait l'UL CGT de Dunkerque, l'objectif du rassemblement est de poursuivre la mobilisation pour obtenir des réponses officielles concernant notamment la décarbonation d'Aluminium Dunkerque, de Versalis et d'Arcelor.

« Nous ne sommes pas là pour nous plaindre et par la lutte, le rapport de force, nous devons exiger l'arrêt de cette hémorragie de destruction massive d'emploi industriel car au périmètre de la Chimie, ce sont près de 150 fermetures et ou restructuration représentant plus de 15000 emplois directs soit 75 000 emplois au

total. », a expliqué un dirigeant de la FNIC CGT, rappelant les 500 fermetures d'entreprises au niveau national, soit 100 000 emplois directs liquidés et donc près d'un demi-million d'emplois détruits.

« Ces entreprises qui délocalisent dans des pays dépourvus de droits sociaux et de droit du travail n'ont aucun problème de trésorerie, mais veulent tout simplement augmenter les profits pour alimenter les parasites que sont les actionnaires. », a-t-il poursuivi.

Parmi les revendications mise en avant lors des prises de parole, citons notamment, l'augmentation des salaires, la transparence des aides publiques perçues dans chaque entreprise, la nationalisation des secteurs de l'énergie, des industries et services de santé, et des activités industrielles critiques et stratégiques.

Les syndicalistes CGT, qui ont fait lien dans leurs différentes interventions entre la marche à la guerre, l'appauvrissement de la population, les attaques contre les droits et libertés, la casse sociale et industrielle. Ils ont aussi martelé l'exigence du « maintien et du développement de l'industrie avec des emplois de qualités reconnus par la classification et la qualification, la fin de toute précarité » ainsi que « la défense du 100% Sécurité Sociale et des statuts des régimes spéciaux et un retour à la retraite à 60 an », 55 avec la reconnaissance de la pénibilité au travail. »

LA GUERRE SOCIALE EN FRANCE



Yvelines : l'UD CGT 78 organise un meeting et une marche contre la guerre et pour le désarmement !

A l'appel de l'Union Départementale CGT des Yvelines et des associations du collectif 78 pour une Paix juste et durable en Palestine, plus de 150 manifestants ont défilé malgré la canicule jusqu'à la Préfecture des Yvelines le 26 juin à Versailles, pour "exiger l'arrêt définitif des bombardements à Gaza et au Liban, le démantèlement des colonies illégales, des sanctions contre l'Etat colonial d'Apartheid et génocidaire d'Israël et la fin de l'accord d'associations UE/Israël."

Cette journée de manifestation dans les Yvelines s'est tenue au lendemain d'un meeting organisé à Trappes par l'UD CGT pour la Paix et le désarmement, en présence de Syndicats CGT des entreprises de l'armement du 78, engagés pour la démilitarisation de leurs industries, mais aussi du Syndicat USB des dockers italiens et de la Secrétaire de la section de Jérusalem du Syndicat palestinien NUPW.

Canicule : grèves dans la métallurgie et le secteur automobile

Les deux plus grandes usines de la ville d'Angers - Valéo (sous-traitant automobile) et Scania (constructeur de camions) - sont entrés en grève le 24 juin dernier.

La colère des ouvriers face à des conditions de travail inacceptables - entre 40 et 50 degrés dans les ateliers - et l'absence de mesures/dispositifs, s'est exprimé par la grève et a contraint les patrons à réagir.

Au moins 60 malaises avaient été comptabilisés dans ces usines, en une semaine. Nos vies ou leurs profits : prenons tous et toutes exemple !



Grève dans les incinérateurs d'Ivry

Les incinérateurs d'Ivry sont en grève à l'appel de la CGT pour s'opposer à une mesure arbitraire et disciplinaire qui cible un agent du site et pour exiger la sécurité au travail.

Comme le soulève le tract de la CGT d'IP13, la direction "sanctionne celui qui signale. Celui qui alerte. Celui qui laisse des traces. Celui qui contribue à éviter les accidents. Quel message envoie-t-on aux salariés ? Qu'il vaut mieux se taire ? Qu'il vaut mieux ne plus signaler ? Qu'il vaut mieux ne plus remonter les dangers ?".

La CGT exige "le retrait immédiat du rappel à l'ordre écrit, la communication des objectifs sécurité 2026, une procédure claire face au risque d'explosion, une analyse sérieuse de l'événement filmé, le traitement réel des alertes et l'égalité de traitement entre tous les agents".



Grève massive dans les réseaux de transports en commun à Clermont Ferrand

A l'appel de la CGT avec l'intersyndicale, une grève massive et totale, près de 80% de grévistes, a paralysé le réseau T2C de transport en commun de Clermont Ferrand et de son agglomération le 1er juillet, date de l'installation du nouveau conseil d'administration.

En lutte pour une augmentation de salaires, l'amélioration des conditions de travail notamment au travers de nouvelles embauches, les travailleurs sont vent debout avec la CGT contre un "plan de restructuration", incluant un gel des embauches et des mesures de rigueur budgétaire, et faisant déjà suite à la mise en place de "réadaptations" qui se sont traduits par une augmentation de charge de travail pour les salariés.

GREVE UNITAIRE ET OFFENSIVE DANS LES CHEMINS DE FER

A l'appel de la CGT, dans une intersyndicale avec FO, Sud, Unsa, une grève a fortement perturbé les liaisons ferroviaires le 10 juin avec 1 TGV sur 3 supprimé et de très fortes perturbations sur les réseaux régionaux, notamment en région parisienne.

En Ile de France, si les lignes SNCF étaient perturbées voire totalement paralysés pour certaines, il fallait noter que le trafic était aussi fortement perturbé sur les lignes 100% privées du T12 et du T13 ! Comme le rappelaient les syndicalistes CGT Cheminots : "C'est un marqueur fort qui prouve que nous sommes tous demandeurs d'une harmonisation par le haut de nos conditions de travail et de rémunération, au sein d'un même statut cheminots de haut niveau !"

"Pour ceux qui rêvaient que la privatisation du réseau ferré les débarrasserait de la CGT et des grèves : le réveil s'annonce difficile !"

Les causes de cette grève sont multiples et illustrent la précarité et les bas salaires, la souffrance au travail, le manque de considération, l'absence d'investissements et de recrutements, le détricotage ininterrompu des droits des cheminots, la casse du statut, la privatisation et l'éclatement des différents réseaux.

- Un exemple : les négociations annuelles obligatoires n'ont abouti, en janvier, qu'à une hausse générale de deux fois 0,25 % pour 2026. Des miettes largement insuffisantes - alors que la SNCF engrange bénéfices sur bénéfices (1,8 milliard d'euros en 2025) - pour compenser l'inflation qui étouffe pourtant les ouvriers et ouvrières du rail ainsi que leurs familles.

- Un autre exemple : la création tous azimuts de sociétés filiales locales, dans le cadre de la privatisation des chemins de fer imposés main dans la main par l'Etat avec l'Union européenne, et qui permet à la SNCF (ou autres acteurs) de comprimer les coûts avec notamment une perte des droits des salariés. La CGT et les autres syndicats engagés dans la grève demandent donc des droits similaires pour les cheminots du groupe public unifié (GPU) et pour ceux affectés dans les filiales.



La fédération CGT des cheminots revendique notamment l'ouverture de véritables négociations salariales au niveau du Groupe SNCF et de la branche ferroviaire et l'augmentation générale des salaires ainsi que la revalorisation significative de l'indemnité de résidence et des primes de travail pour tous les collègues (et mesures équivalentes pour les contractuels), et l'octroi d'un véritable 13e mois généralisé à tous les cheminots (statutaires et contractuels).

La CGT exige également un moratoire sur le processus de filialisation et privatisation et l'arrêt immédiat des réorganisations, restructurations compulsives, suppressions de postes, mobilités forcées, etc... Face à la hausse des accidents du travail, la multiplication des arrêts maladie psychologiques, l'augmentation des suicides, la CGT propose aussi une amélioration des conditions de travail et des embauches massives.

Cheminots avec ou sans statuts, contractuels, agents de la SNCF ou salariés d'un groupe privé : il convient enfin de souligner le caractère unitaire, à la base, par les travailleurs et les travailleuses (et au-delà du cadre étroit de l'intersyndicale) de cette grève à la SNCF et qui montre la voie à suivre pour l'ensemble des secteurs du pays.

LA BOLIVIE EN GUERRE DE CLASSE

SOLIDARITÉ AVEC LA CENTRALE OUVRIÈRE DE BOLIVIE !



Depuis le 1er mai 2026, la Bolivie illustre la capacité de résilience et de résistance de la classe ouvrière, des travailleurs et travailleuses et de leurs organisations sociales et syndicales.

Depuis deux mois, la Centrale Ouvrière de Bolivie (COB), affiliée à la Fédération Syndicale Mondiale, mène avec les organisations sociales (ouvriers, paysans, mineurs, organisations indigènes ou encore de quartier) une rébellion sociale contre le pouvoir en place.

La mobilisation, offensive et radicale, s'est ancrée dans le pays par une grève générale illimitée, des manifestations et des barrages routiers qui ont provoqué la paralysie de larges secteurs du pays, avec plus de 100 points de blocages à travers la Bolivie.

Si le pouvoir bolivien, avec l'instauration de l'état d'exception, le vote d'une loi anti-barrages et l'envoi de militaires et forces sécuritaires, le soutien des gouvernements d'extrême-droite dans la région, a rétabli une circulation des routes, la situation demeure largement volatile et pourrait échapper à son contrôle.

La COB et les organisations sociales, unies dans la lutte, exigent en effet non seulement l'abrogation immédiate des mesures anti-ouvriers, une augmentation salariale digne de 20%, la garantie de l'offre de carburant mais aussi la démission immédiate du président, la fin de la vente à la découpe des terres et minerais à des multinationales.

Crise économique, pouvoir néolibéral autoritaire et revanchisme

La Bolivie traverse sa plus grave crise économique depuis les années 1980. Le pays a épuisé ses réserves de dollars pour maintenir les subventions aux carburants,

supprimées en décembre, tandis que l'inflation sur un an a atteint 14 % en avril.

Cette situation délétère est aussi amplifiée par le retour aux affaires, depuis 6 mois, d'une droite revanchiste et raciste après un véritable hold-up électoral du fait de l'effritement et de la division interne du Mouvement pour le Socialisme, au pouvoir depuis 20 ans.

Le nouveau gouvernement bolivien, largement illégitime et coupée de la population, entend en effet imposer des réformes structurelles néolibérales et brutales : une réduction drastique des dépenses publiques, une réforme foncière pour accélérer la marchandisation des terres, la facilitation des investissements étrangers et des contrats avec des multinationales étrangères (notamment pour le soja et le lithium), la suppression des subventions aux carburants, la libéralisation des exportations, la suppression de certains impôts sur les grandes fortunes.

Le président avait également promis de ne pas endetter le pays pendant sa campagne : le gouvernement a immédiatement contracté des prêts auprès d'organismes internationaux (CAF, BID) à hauteur de plusieurs milliards de dollars. A cela se sont ajoutés une réduction du déficit public et un réalignement diplomatique avec les Etats-Unis. Sans oublier bien sur le pacte en construction avec le Fonds Monétaire International.

L'Oligarchie et sa répression, policière et militaire, n'arrêtera pas un Peuple qui lutte

Le gouvernement répond à la mobilisation sociale depuis plusieurs semaines par la répression, les gaz lacrymogènes et une propagande mensongère – coordonnée avec Washington – pour jeter le discrédit sur la mobilisation en inventant de toutes pièces un « complot narco-terroriste ».



Par ailleurs, des mandats d'arrêt ont été émis le 18 mai contre le secrétaire général de la COB, premier syndicat du pays et contre 24 dirigeants à la tête des mobilisations. Le parquet a notamment annoncé avoir ordonné l'arrestation du chef du principal syndicat ouvrier du pays, Mario Argollo, l'un des leaders des manifestations, accusé notamment «d'incitation publique à commettre des délits» et de «terrorisme».

Enfin, le Parlement bolivien a approuvé le recours à l'armée afin de lever les barrages routiers ainsi que l'Etat d'urgence. A cela s'ajoute les actions de provocations de groupes paramilitaires d'extrême-droite payé par le patronat et protégé par la police, l'arrestation/kidnapping, en pleine rue le 7 juin, de 5 dirigeants de la Centrale Ouvrière de Bolivie et le spectre de l'état d'urgence, utilisé pour intimider le mouvement social

Le peuple bolivien, héritier d'une longue tradition de lutte, démontre une fois de plus sa capacité d'organisation et de résistance. Il ne s'agit pas seulement de revendications sectorielles mais d'un profond rejet d'un virage politique qui abandonne les conquêtes des dernières décennies et soumet l'économie nationale à des recettes d'ajustement qui ne profitent qu'à quelques-uns.

L'histoire récente de la Bolivie nous enseigne que lorsque les travailleurs se lèvent, les gouvernements qui ignorent leur voix finissent par céder. Nous exprimons toute notre solidarité avec le peuple bolivien, la Centrale Ouvrière de Bolivie et la mobilisation exemplaire contre le gouvernement criminel de Paz !

COMMENT AIDER CUBA ?

UN EXEMPLE CONCRET ET SYNDICAL

Impulsée par le syndicat CGT FTDENNA, Le syndicat des éboueurs, égoutiers et ouvriers du traitement des déchets de la ville de Paris, une mobilisation est en cours pour financer l'achat d'un véhicule électrique à destination du syndicat cubain des travailleurs de l'administration publique.

Cette campagne financière, qui a atteint, au 22 juillet 2026, les 25 000 euros sur les 35 000 requis, est un modèle de solidarité concrète, impulsée par le syndicat, discutée avec les agents et les usagers, relayée et amplifiée par la jonction et d'autres syndicats des services publics (avec la participation de la fédération CGT) dont le syndicat du Conseil départemental de Charente, puis avec de nombreux syndicats de différents secteurs et professions, mais aussi plusieurs Unions départementales, dont par exemple l'UD CGT 38.

Comme le rappelle la CGT FTDNEA, "l'encerclement énergétique total décrété par Trump en janvier 2026 empêch[e] toute arrivée d'énergie fossile à Cuba" ce qui entraîne un durcissement des "conséquences du blocus impérialiste états-unien vieux de plus de six décennies [...] : coupures d'électricité massives, paralysie des transports, crise alimentaire et sanitaire."

"Dans ce contexte, l'impact sur le fonctionnement des services publics est total obligeant les travailleuses et travailleurs à être créatifs au quotidien pour assurer sa continuité.

Chacun peut mesurer l'impact de telles mesures sur une organisation syndicale défendant au quotidien le bien-être des travailleuses et des travailleurs.", ajoute le syndicat.

Car le blocus entrave l'action du "Syndicat National des Travailleurs de l'Administration Publique (SNTAP) regroupant 200 000 syndiqués dans le pays dont 90% de femmes (le Bureau est composé de 100% de femmes) [et] pleinement impacté dans toute son activité syndicale : besoin d'organiser et de défendre les travailleuses et les travailleurs à l'échelle nationale mais manque criant de combustible impactant les transports (1 train par semaine, 1 car par jour) et distance importante entre les différentes provinces (1300km à parcourir entre les deux extrémités du pays, quasiment similaire à Dunkerque - Nice)."

"Pour pouvoir continuer à organiser les travailleuses et les travailleurs face au blocus, le Syndicat sollicite un projet durable, utile et porteur de sens : l'acquisition d'un véhicule électrique. Ce choix s'inscrit pleinement dans la révolution énergétique actuellement en cours dans le pays vers l'autosuffisance énergétique totale et le 100% renouvelable. Car oui, Trump ne peut pas bloquer le soleil.", ajoute encore le syndicat à l'initiative d'une action de solidarité dont on ne soulignera jamais assez qu'elle illustre deux réalité : 1. la solidarité est toujours possible 2. si un syndicat est en capacité d'organiser ces actions, que dire de l'inaction de notre Confédération dont les moyens dépassent pourtant largement celles d'un syndicat local ?



QUE RETENIR DU 54^E CONGRÈS DE LA CGT ?

Le 54e Congrès confédéral de la CGT a eu lieu du 1er au 5 juin à Tours.

Quelques premières réflexions et remarques globales :

Le recentrage de notre Confédération, un processus qui dure depuis près de 40 ans, se poursuit "quoi qu'il en coûte". L'adoption du rapport d'activité et du document d'orientation illustre la poursuite de la stratégie du syndicalisme rassembleur, du lobbying syndical, de l'institutionnalisation et de la verticalité qui condamne, à terme, par l'inertie, le syndicalisme CGT et la CGT dans son ensemble.

Soulignons au passage l'étrange - et qui doit être désavouée - méthode confédérale consistant, au travers de la validation globale du rapport d'activité, à légitimer a posteriori certaines décisions dans l'objectif de faire croire à une prise en compte des objectifs fixés en Congrès.

Un exemple parmi d'autres : le meeting pour les libertés syndicales en février 2026 ne peut pas être l'arbre qui cache la forêt et l'absence criante et dramatique d'une solidarité confédérale dans la lutte contre la répression patronale, policière et gouvernementale qui frappe plus d'un millier de syndicalistes CGT depuis 2023. Si la mise en examen de la Secrétaire générale de la Confédération, juste avant le Congrès - une procédure judiciaire automatique qui ne présage pas nécessairement de suites - n'est pas à minimiser en termes de symbole, la violence n'est en revanche pas

que symbolique pour nos autres camarades concernés, tant sur le plan professionnel, que militant, financier, psychologique, familial... Et cette absence d'impulsion à les défendre ne nous rend, chacun et chacune d'entre nous, que plus vulnérables.

Par ailleurs, la place totalement disproportionnée accordée aux ICTAM dans la direction confédérale renvoie en miroir aux difficultés qu'elle impose à l'organisation CGT des chômeurs et précaires (voir note) et illustre aussi le choix de transformer en profondeur l'organisation historique de défense des intérêts immédiats et politiques de la classe ouvrière, en divisant, en caporalisant ce qui ne devrait être qu'une même cohorte égalitaire de militants.

Oui, il faut gagner les cadres et professions intermédiaires à nos idées, en l'articulant avec une autre certitude : la lutte des classes et les classes sociales existent, et c'est la place dans la production et dans l'exploitation capitaliste qui les conditionnent. Si tous les travailleurs et travailleuses ont un intérêt de classe au renversement du système capitaliste, il serait malhonnête d'éluder les privilèges de naissance et le fait que ce sont celles et ceux qui n'ont que leur force de travail pour vivre, les ouvriers et les ouvrières, qui font tourner le monde et qui doivent par conséquent, diriger leurs propres organisations

Le Congrès a aussi validé le projet nébuleux de « Maison commune » avec la FSU qui acte, à l'instar de "l'Intersyndicale" nationale, un cadre/cadrage permanent et imposé avec des organisations syndicales dont nous ne partageons ni le programme, ni la structuration, ni les orientations globales. Rappelons que l'expression même est un dévoiement de son sens originel et confond ainsi sciemment unification des syndicats et unité des travailleuses et travailleurs. En effet, c'est dans les conclusions du 27^e congrès de la CGT (1948) que l'expression de Benoît Frachon est ainsi reprise : « Rejoignez la CGT qui est la maison commune de tous les travailleurs ». Mais rappelons également que l'unification syndicale, une arlésienne que les deux dernières directions confédérales ont néanmoins, avec insistance, remise au cœur de leurs priorités, est rejetée par les bases, qu'elles soient de la FSU ou de la CGT.

En réalité, et alors que nous comprenons parfaitement que des intersyndicales puissent se construire sur tel ou tel périmètre, ce qui se cache derrière cette "Maison commune" détournée et "l'intersyndicale nationale" permanente c'est le maintien - mais sans débats collectifs et démocratiques - d'une stratégie confédérale des "luttres". Celle-ci est pensée principalement comme l'alignement des logos confédéraux, dans une perspective de "rétablir le dialogue social". Cette inlassable stratégie du moins pire quand les conditions salariales et de travail ne font qu'empirer, contre-réforme après contre-réforme - sans ancrage par la grève, l'arrêt de la production le blocage de l'économie - est une stratégie de la résignation et donc, de l'échec. Si elle vise à "peser" dans l'opinion publique en faisant de notre organisation un « partenaire social », elle entérine l'acceptation déjà bien trop grossière du système capitaliste et des règles qui le régissent.

Concomitamment, le débat sur les questions internationales - et le bilan de l'activité CGT sur ces sujets, notamment le génocide à Gaza, depuis 2023 - a été confisqué par la direction confédérale qui, par un verrouillage du congrès et à renforts de

verbiage, tente de camoufler ET l'absence d'impulsion ET le caractère scandaleux et pro-impérialiste de nos affiliations internationales à échelle confédérale, à savoir la Confédération Syndicale Internationale et la Confédération Européenne des Syndicats. Alors que le monde brûle, aucun débat ne figurait à l'ordre du jour de ce congrès confédéral sur les questions internationales. Seuls les membres du CCN, la veille de l'ouverture, étaient conviés à écouter des tables rondes sans pouvoir échanger avec des invités comme G. Zucman... Dans un contexte où les impérialismes se déchaînent et massacrent des populations entières avec le soutien atlantiste de nos gouvernements, dans un moment où le capitalisme « en crise » cherche une issue dans la guerre pour garantir ses profits, les congressistes étaient donc privés de débat sur l'international, bien que certaines et certains d'entre eux aient réussi à imposer des sujets cruciaux dans les discussions. Comment une telle décision a-t-elle pu être prise et acceptée ?

Le 54^e Congrès confédéral a été, dans son contenu politique - la présence d'un Olivier Faure ou d'une Marylise Léon donnait le ton -, volontairement lissé par une direction sortante qui s'est également échinée à prendre en otage les débats et amendements, et en amont et au moment du Congrès, pour éviter à tout prix un "débordement" de nature similaire à la remise en cause de la direction confédérale au 53^e Congrès confédéral en 2023.

Le verrouillage s'est aussi traduit, quand des délégués ont « osé » porter la contradiction en commissions ou au micro, en autoritarisme patenté : tentatives de musèlement, pressions de bureaux ou de couloirs, qu'elles aient émané du bureau du congrès, ou de certaines directions fédérales. Ces méthodes coercitives n'ont pas leur place à la CGT et quand nous les dénonçons chez le patronat, il est inadmissible de les reproduire entre camarades lorsque l'on défend un syndicalisme des bases et non descendant.



Et ce caractère autoritaire d'un congrès au déroulé cadenassé a tout ce même eu du mal à masquer les atteintes, profondes, au processus démocratique qui devrait prévaloir lors d'un tel événement. Les syndicats qui avaient fait l'effort de travailler à des amendements ont souvent dû batailler pour pouvoir les défendre au micro – et soulignons que pour la première fois, les micros étaient fermés. Pire, les demandes d'intervention pour défendre un amendement devaient être déposées la veille au bureau du congrès, qui dès lors, pouvait opérer un tri des prises de parole « octroyées » le lendemain. Quelles sont les interventions qui ont été écartées de cette sélection laissée à la main de la direction sortante ? Etaient-elles de nature à bousculer ce congrès qui devait absolument rester policé pour les caméras présentes dans la salle ? D'ailleurs, les grands médias étaient bien les seuls à pouvoir suivre en direct ce qui devait absolument ressembler à un rassemblement œcuménique, puisque, pour la première fois, les débats pour l'ensemble des syndiqués étaient retransmis en différé.

Malgré cette main de fer dans un gant de fer, le recentrage continu de notre CGT a été quelque peu contrarié :

- Plus d'un quart des délégués ont rejeté le document d'orientation.
- Un amendement portant sur la revendication du 100% Sécu a été adopté par une majorité de congressistes, malgré le refus initial et les manœuvres de la direction confédérale.
- La direction confédérale a échoué à faire passer une modification statutaire qui lui aurait donné un pouvoir de vie ou de mort sur les syndicats. Loin d'être anecdotique, le rejet de cette modification des statuts consacre le maintien du fédéralisme comme règle fondamentale et pierre angulaire de notre CGT. Mais il aura fallu la consultation de deux avocats pour que la direction confédérale se résigne à respecter les statuts.

On ne peut pas se satisfaire de ce Congrès CGT qui a volontairement évacué certains sujets qui relèvent pourtant d'une impérieuse nécessité, à l'instar de l'opposition à la marche à la guerre, du

combat contre la destruction des industries, des emplois et de notre protection sociale, de la résistance de notre classe et de nos organisations face aux répressions patronales, policières et gouvernementales, de la régénération de nos Unions locales CGT, une fois de plus oubliées, bref, d'une stratégie combative digne de la CGT et des conquises sociales qu'elle a obtenus par la lutte.



Le combat contre l'extrême-droite a fait l'objet de nombreuses discussions à ce 54^e Congrès confédéral, mais les grandes envolées contre les partis de haine n'ont qu'un effet cosmétique si l'on ne dénonce pas, avec force, ce qui fait le terreau de leur prospérité. L'Histoire, mais aussi l'actualité de nombreux pays plus ou moins lointains devraient commander, en urgence, de

grandes mobilisations contre la paupérisation galopante et la fuite en avant vers la guerre.

Adouber la CES au point obséquieux de ne supporter aucune critique contre elle comme cela a été le cas pendant ce congrès, c'est se lever quand la présidente du Parlement européen monte sur l'estrade (15^e congrès de la CES, 2023), c'est l'ovationner pour les politiques d'austérité de l'UE imposées aux économies nationales, c'est, plus qu'être complices, conforter le système capitaliste qui nous broie. Ainsi, faire de la lutte contre l'extrême-droite l'alpha et l'omega de toute propagande syndicale quand on se contente d'accompagner les politiques délétères qui font son lit, ne permet pas de sortir de la posture qui ne vise alors qu'à se donner bonne conscience. D'ailleurs, l'absence notable de moment réservé aux Travailleuses et Travailleurs sans papiers et à la mise en valeur des nombreuses luttes qu'ils ont menées avec succès pour le respect de la simple dignité humaine, alors même qu'ils et elles seraient les premières victimes de l'extrême-droite, témoigne de l'hypocrisie d'un discours sociétal plus que d'une volonté, réelle, de transformation sociale.



De même, le peu de place dédiée dans le document d'orientation et les débats du congrès au renforcement et au rôle spécifique des structures interprofessionnelles entérine le renoncement de la Confédération de jouer le double rôle qui, en définitive, est le sien : 1. celui d'un outil au service exclusif de la coordination de l'ensemble des structures de la CGT pour augmenter le rapport de force et 2. d'un centre capable d'impulser de vraies campagnes interprofessionnelles, transversales et offensives.

Et cela signifie un renoncement aux principes qui ont présidé à la création de la CGT en 1895 et qui partait d'un constat simple : puisque toutes les activités productives étaient interdépendantes, les syndicats professionnels des branches devaient l'être aussi afin d'être en état de répondre de manière collective et structurelle aux attaques du Capital contre l'ensemble de notre classe.

Ce faisant, la Confédération se place comme une structure autonome, détachée et indépendante des structures de base elles-mêmes, dotée d'un calendrier propre, non contrôlée démocratiquement par les bases. Et non comme ce qu'elle doit être et dont nous avons impérativement besoin : **une confédération des syndicats de la CGT.**

Avec comme conséquences :

- qu'aucune stratégie de lutte sérieuse et offensive ne peut émerger, la CGT ne pouvant dès lors que continuer de glisser lentement vers un corporatisme de branche ou d'entreprise dont l'inefficacité n'est plus à prouver : si, partout, les travailleurs

gagnent des victoires ponctuelles, collectivement et sur le long terme, nous ne cessons de voir nos droits et nos conditions de travail et de vie se dégrader.

- qu'en renonçant à jouer ce rôle de coordination, la confédération tend naturellement à devenir une pure instance autonome de négociation avec l'Etat et le patronat, favorisant le « dialogue social » au détriment de la lutte. En d'autres termes, une structure d'accompagnement de la casse sociale.

Ces dérives se retrouvent au sein des unions départementales et locales dont le rôle est de plus en plus à celui de structures autonomes chargées 1. d'organiser des campagnes politiques déconnectées de la lutte concrète pour l'amélioration des conditions de travail et contre l'exploitation capitaliste et 2. de syndiquer provisoirement des travailleurs que, de par leur statut (précaires, chômeurs, retraités, etc.) ou la taille de leur entreprise (TPE), la CGT ne parvient plus à organiser en tant que travailleurs.

"Quelle CGT voulons-nous ?"

La dictature du patronat peut évoluer et évoluera, en fonction de l'ampleur de la crise du capitalisme ET de notre capacité de résistance et de mobilisation offensive pour inverser le rapport de force. C'est pour cela aussi que nous avons fait tous et toutes les choix de nous affilier à la CGT et pas à un autre syndicat.

Face à l'exploitation, la misère, le racisme, le sexisme, la fascisation de la société, la répression, la marche à la guerre, la menace d'holocauste nucléaire et de génocide, nous

Perspectives immédiates

Si le Congrès confédéral est passé, les questions brûlantes demeurent et, partant, conditionnent le cours des événements.

La direction confédérale accélère le recentrage de notre CGT, dans un monde en guerre, une France en pleine crise économique XXL et à un peu moins d'un an des élections présidentielles et législatives sur lesquels la direction tentera de "peser" comme lobby au lieu d'être Organisation de lutte et Confédération de combat, c'est à dire dans l'action, par la grève, pour la satisfaction des besoins sociaux et la conquête du pouvoir politique par celles et ceux qui sont les véritables créateurs de richesses.

En ce qui concerne UnitéCGT, nous formulons ici quelques perspectives immédiates, non-exhaustives, afin de mettre en lumière et en valeur la nécessité de renforcer le syndicalisme CGT unitaire et

révolutionnaire, démocratique et internationaliste, de classe et de masse.

- Poursuivre la diffusion de notre Contribution, de notre presse et de nos écrits
- Lancer une grande campagne de souscription et d'abonnement à notre média
- Poursuivre la construction de notre réseau de correspondants
- Construire un processus de rencontres unitaires, sous différentes formes.
- Encourager et promouvoir une campagne nationale et interprofessionnelle pour le 100% Sécu
- Encourager et promouvoir une campagne nationale et interprofessionnelle contre la guerre
- Encourager et promouvoir l'affiliation des syndicats CGT, unions locales CGT et départementales CGT, fédérations CGT à la Fédération Syndicale Mondiale



A l'occasion du 54e Congrès de la CGT, nous avons publié une Contribution aux débats pour développer et renforcer notre syndicalisme CGT !

Les militants, sympathisants, organisations, syndicats associations qui souhaitent se procurer une ou plusieurs éditions papiers peuvent aussi nous contacter.

Partout, partageons, imprimons, diffusons,
débattons de cette Contribution aux débats
disponible directement en pdf sur unitecgt.fr

Contribution au 54^e Congrès

UNITE CGT PUBLIE UNE
CONTRIBUTION AUX DEBATS
DU 54^E CONGRES

Unité
CGT



1. Stratégie des luttons,

CGT et
syndicalisme
rassemblé



2. Structuration CGT

Comment nous
organiser pour
faire classe à
nouveau ?



3. Sécurité Sociale ;

Sécurité et
santé au
travail



4. International



CONTRIBUTION
au 54^e Congrès

NOTRE CONTRIBUTION EST
DISPONIBLE EN FORMAT
PDF SUR NOTRE SITE
INTERNET !



Unité
CGT

A l'occasion du Congrès
de la CGT, nous publions
une contribution
aux débats

UNITECGT.FR

CONTRIBUTION AU 54^E CONGRÈS DE LA CGT !